ASSEMBLÉE NATIONALE

18 mars 2019

DROIT DE RÉSILIATION COMPLÉMENTAIRE SANTÉ - (N° 1660)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS26

présenté par
Mme de Vaucouleurs

ARTICLE 3

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le modèle économique des mutuelles est fondé sur le principe de la solidarité entre adhérents. Cette philosophie de mutualisation est une particularité qui semble incompatible avec l'individualisation des risques induite par la mesure.

L'effet sur le pouvoir d'achat des français ne serait de plus pas nécessairement positif. En effet, du fait de cette mesure, les acteurs du marché risqueraient d'être fortement incités à augmenter leurs frais de publicité. Les frais de gestion administrative pourraient également s'accroître en raison des entrées et sorties plus nombreuses.

Par ailleurs, les mutuelles sont des acteurs à part entière du système de santé : avec leurs réseaux de soins et leurs partenariats avec les professionnels de santé, elles participent notamment activement à améliorer la prévention avec près de 7300 actions de prévention par an mises en place sur l'ensemble du territoire. Elles œuvrent également au développement du tiers-payant et des réseaux de soins et donc à améliorer l'accès aux soins.

L'objet de cet amendement est donc de supprimer l'article 3.